

## Atelier 3 :

# Une plus grande participation en amont pour une meilleure appropriation en aval ?

Animation :

Isabelle SMAGHUE (Métropole européenne de Lille)

Juliette MAITRE (Cerema DTec TV)



## ***ORDRE DU JOUR : Jeudi 17 novembre 2016***

**15h00 – 15h30** : Introduction de l'atelier

**15h30** : Echanges sur les éléments de langage : quand on parle de « participation », de quoi parle-t-on ? Pourquoi mettre en place des démarches participatives et quelle inclusion des personnes handicapées dans ces démarches ?

**16h00 - 17h00** : Liste et cartes heuristiques des différentes instances participatives sur les 4 collectivités présentes (Lille, Nantes, Rennes, Angers)

**17h00 – 17h15** : pause

**17h15 - 17h45** : Quels enseignements tirer de ces multiples instances ? Certaines organisations sont-elles plus efficaces ?

**17h45 – 18h** : L'expérience de la MEL

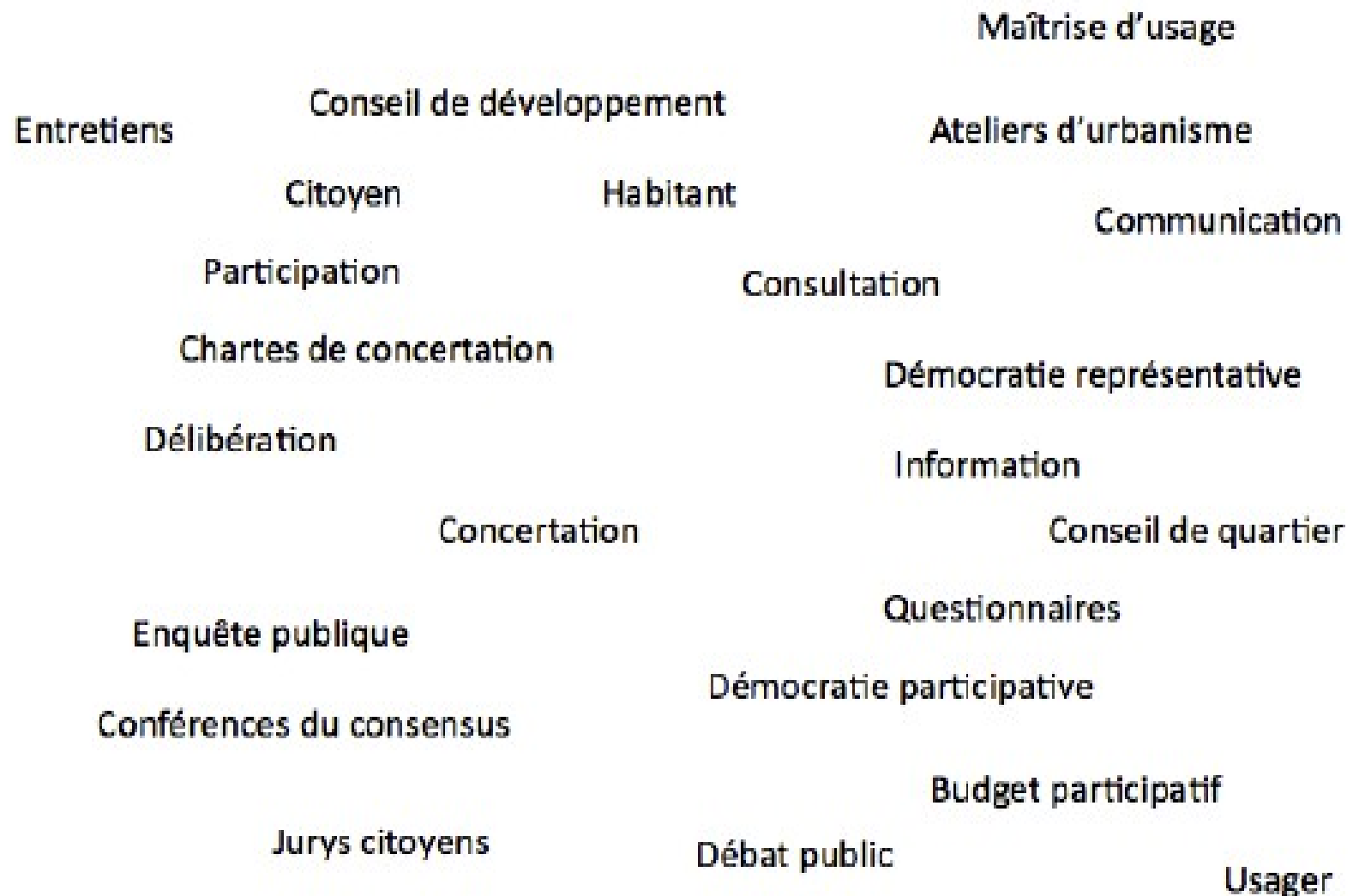
**18h00 – 18h30** : Quelques exemples chez nos voisins européens (Juliette MAITRE)

## **POINT 1**

# **Echanges sur les éléments de langage**

**De quoi parle-t-on ?**

# Précisions terminologiques : des notions à clarifier



## Foisonnement de termes qui relèvent de différents domaines :

- système de gouvernement
- instances, acteurs
- niveau d'implication des citoyens-habitants
- démarches, méthodes
- dispositifs, outils.

# Précisions terminologiques (état de l'art)

## L'INFORMATION

- Porter à connaissance de tous des données et les décisions relatives à un projet
- Utilisation de différents moyens ou supports : articles de presse, site internet, lettres ou brochures, réunions publiques, expositions...
- Peut être portée par différents acteurs, y compris par la société civile au cours du projet.

## LA CONSULTATION

- Recueillir des attentes, des opinions, des avis sur des propositions.
- L'autorité compétente n'est pas forcément dans l'obligation de les prendre en considération.
- Types de dispositifs: réunions publiques, enquêtes sociologiques, enquêtes d'utilité publique et référendums tels que régis par la loi.
- Ne donne pas forcément lieu à un dialogue et à des échanges ouverts entre parties prenantes.
- Porte souvent sur des éléments de projet assez formalisés, des questions précises.

# Précisions terminologiques (état de l'art)

## LA CONCERTATION (sens fort)

- Processus de discussion collective, organisé entre un ou plusieurs groupes pour définir les actions à mener.
- Ne vise pas forcément une prise de décision d'un commun accord.
- Mode participatif descendant: l'autorité administrativement compétente garde le monopole de la décision finale.
- Suppose la mise en place d'un débat.
- Peut contribuer à la définition de propositions si elle a lieu dès l'amont.

## LA PARTICIPATION (sens fort)

- Désigne **le partage d'un pouvoir d'expertise et-ou de décision** avec les habitants.



## Précisions terminologiques (état de l'art)

### LA COPRODUCTION

- Les habitants **contribuent à la réalisation des projets.**
- Ils ne se contentent pas de donner des avis dont disposent ensuite les techniciens (programmistes, concepteurs) pour définir les éléments de projet, **mais ils collaborent plus directement à la définition de diagnostics et de propositions avec ces derniers.**

### LA CODECISION

- Les habitants sont **associés aux prises de décision** en siégeant par exemple dans des instances de pilotage, des jurys...
- Les élus acceptent de **délibérer** avec les habitants pour prendre une décision.

# P

## Précisions terminologiques (état de l'art)

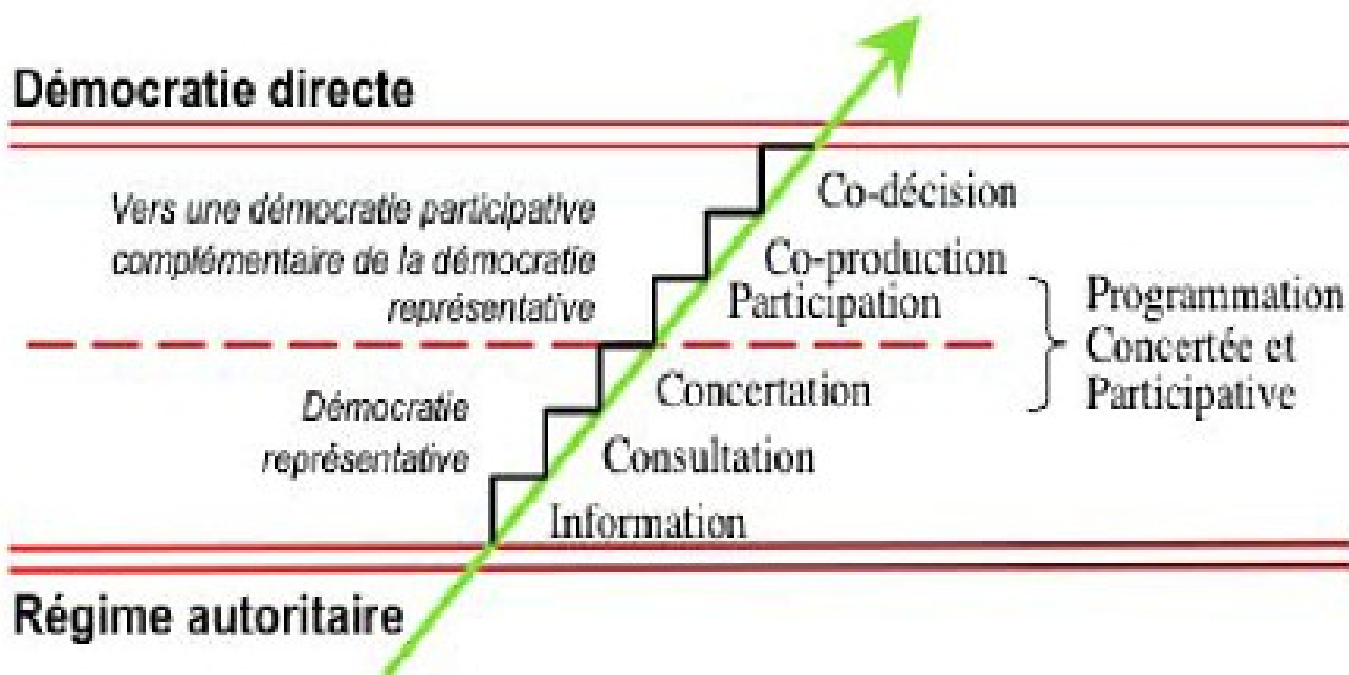
### L'AUTO-GESTION / AUTO-PROMOTION / AUTO-CONSTRUCTION

- Les habitants sont en charge de l'organisation de certaines opérations ou actions, voire réalisent les projets.
- Ils décident de manière autonome des actions à mener, par exemple pour la réalisation d'un ensemble de logements (cf. la Loi ALUR de 2014, dispositions sur l'habitat participatif).

# Les différents niveaux d'implication possible des habitants dans les projets (à la définition de l'action ou-et la décision)

*Les différents niveaux d'implication du citoyen en démocratie*

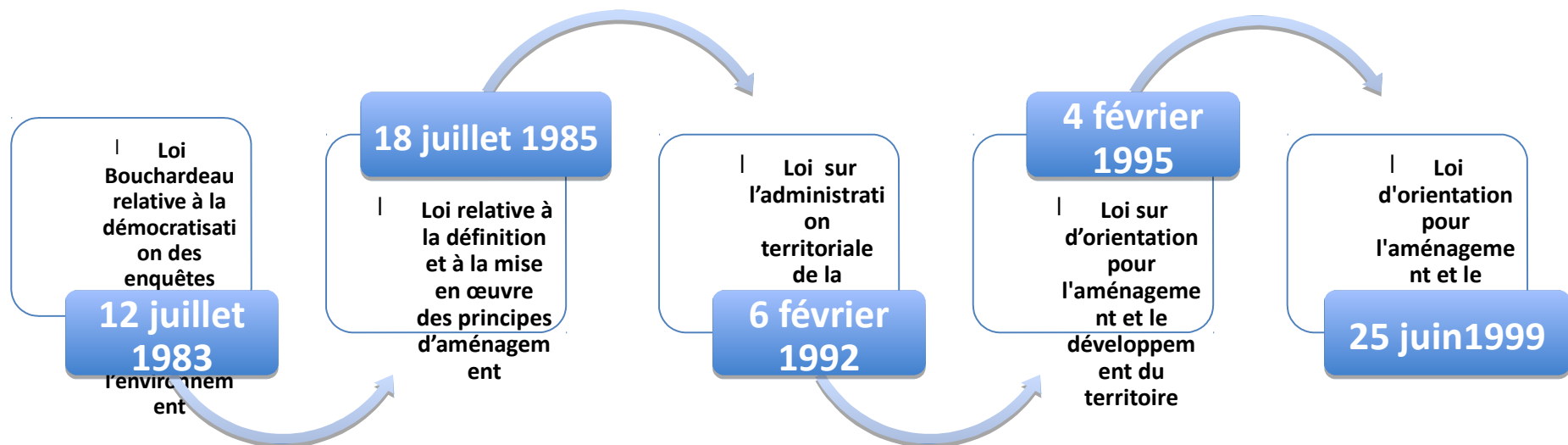
## Démocratie directe



# Rappel réglementaire en matière de démocratie participative



# Vers une démocratie participative ...



- Autorise les **enquêtes publiques**

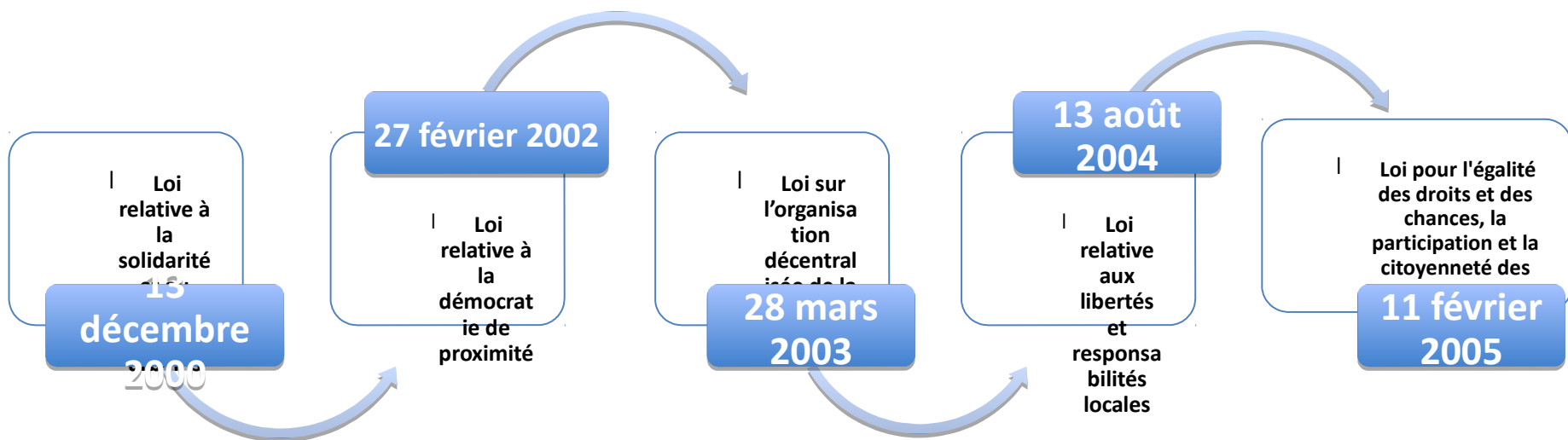
- Concertation préalable aux opérations d'aménagement

- Autorise la **consultation** des électeurs sur toutes les décisions prises par les autorités municipales

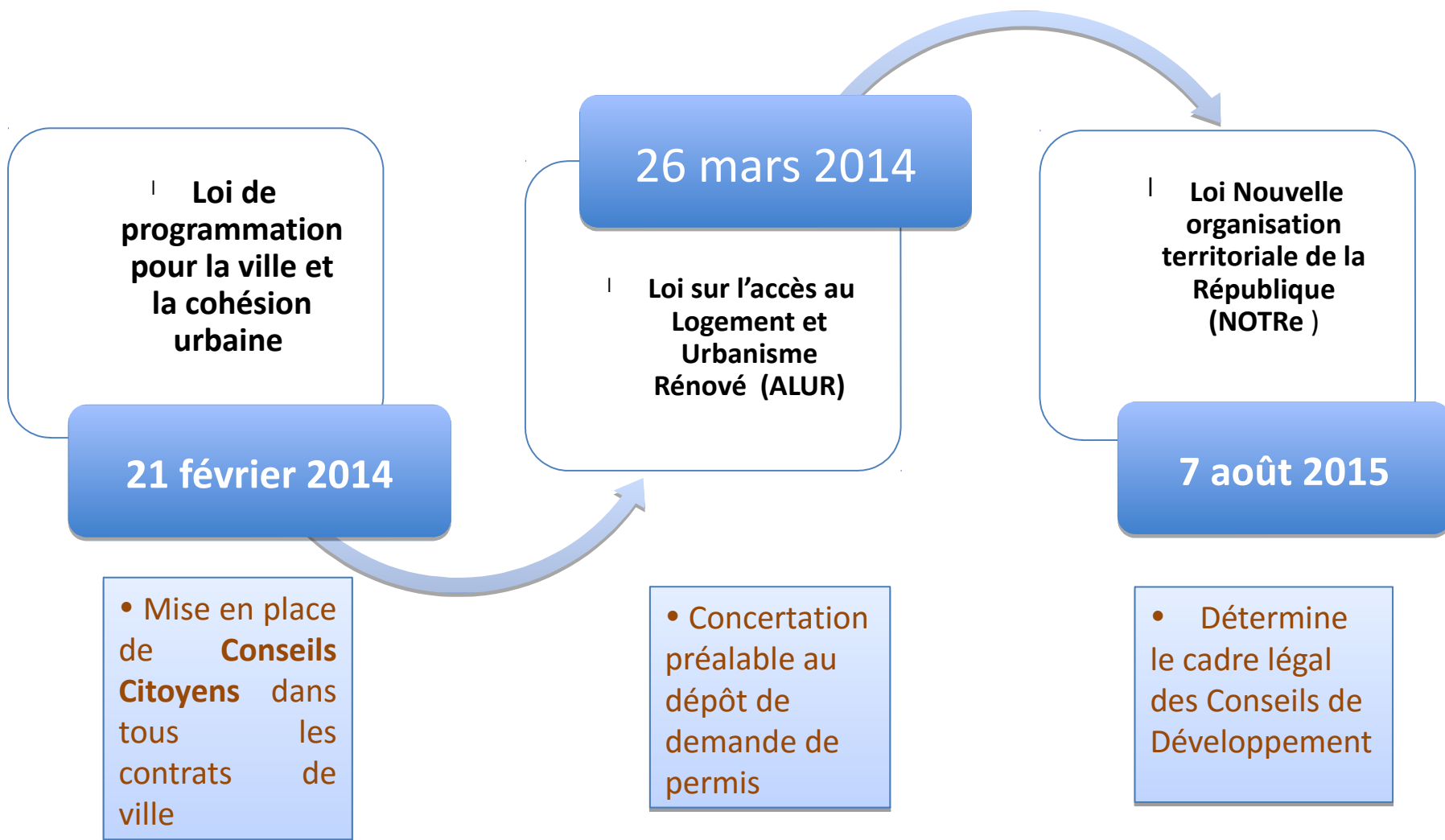
- Possibilité de **consulter** les électeurs pour les EPCI
- principe de **l'initiative populaire**

- instaure les : les **Conseils de développement** mis en place dans EPCI de plus de 20 000 habitants

# Vers une démocratie participative ...



# Vers une démocratie participative ...



# Les objectifs de la démocratie participative

**→ Améliorer la gestion locale**

**→ Agir sur le lien social**

**→ Favoriser la démocratie**

## **CONDITIONS DE RÉUSSITE**

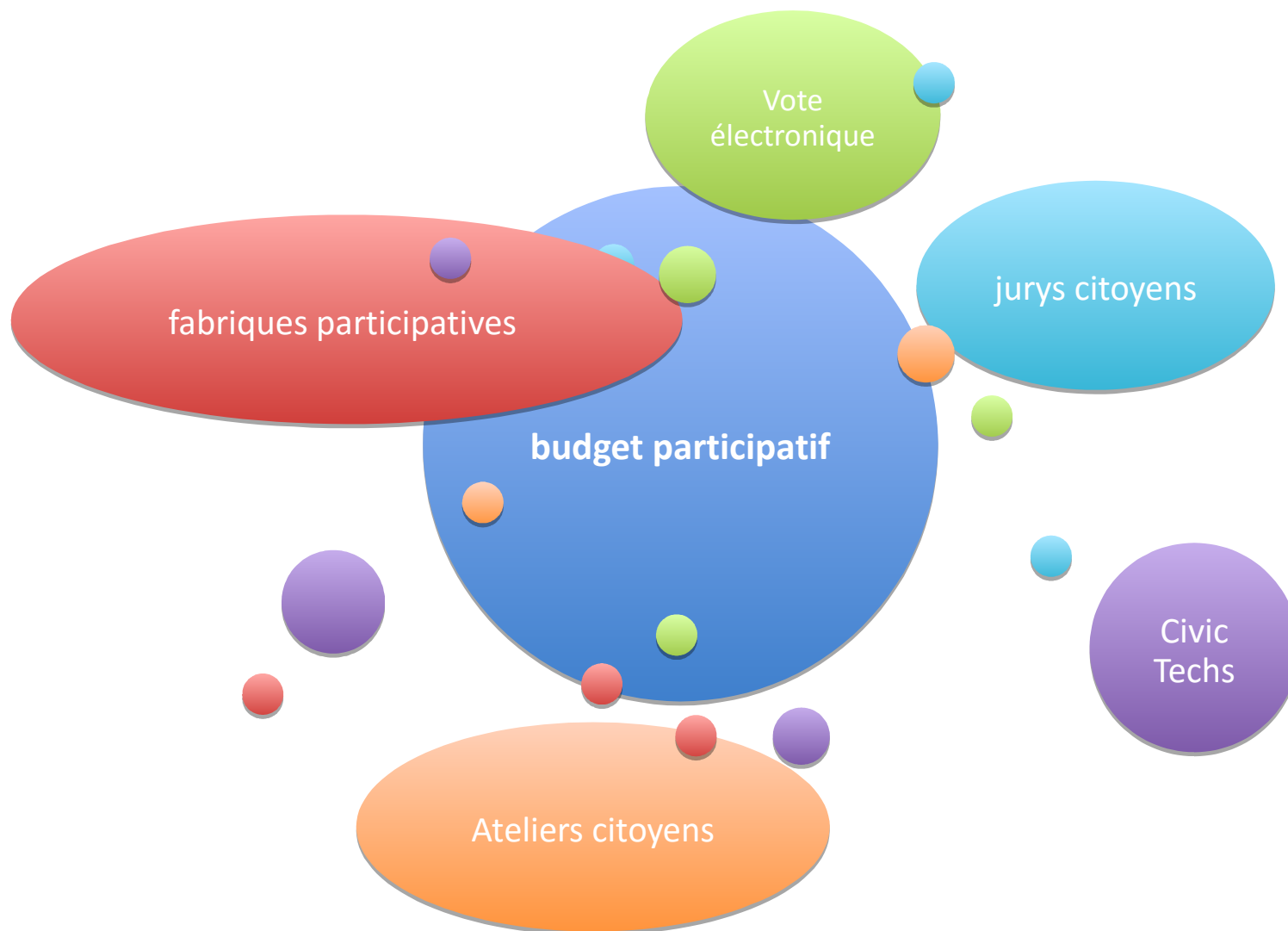
La mise en œuvre par les élus de nouveaux savoir-faire, des compétences d'écoute, d'animation et de modérateur



# De multiples instances de participation

Catégorie de dispositifs	Intitulés
Grandes rencontres communales	Assises de la citoyenneté, Assises de la ville...
Instances communales généralistes	Conseil Economique et Social local, Conseil communal de concertation...
Instances thématiques	Comités d'usagers des services publics, commissions extra-municipales
Instances thématiques – urbanisme	Ateliers de travail urbain...
Instances thématiques - budget	Fonds de Participation des Habitants, Fonds d'Initiative Local, enveloppes de quartier...
Populations particulières	Conseils d'enfants et de jeunes, Conseils de sages, d'aînés, d'anciens
Instances de quartier	Conseils de quartiers : obligatoires dans les communes de plus de 80 000 habitants et présents dans de nombreuses communes plus petites, Comités de quartiers, Assemblées de quartier...
Observation évaluation - Charte	Charte des conseils de quartier, de la citoyenneté, charte de la démocratie locale...
Déambulation	Visites de quartier, balades urbaines...
Déconcentration – proximité	Maisons de quartier, mairies annexes dans de nombreuses villes, antennes de quartier, plate-formes de services publics locaux...
Dispositifs intercommunaux	Conseils de développement, Observatoires des engagements.
Dispositifs départementaux	Conseil départemental de concertation, Conseil économique et social...

# DES DISPOSITIFS EN CONSTANTE ÉVOLUTION QUI N'ONT QU'UN BUT : **ASSOCIER LES CITOYENS**



## **POINT 2**

**Liste et cartes heuristiques  
des différentes instances  
participatives sur les 4  
collectivités présentes (Lille,  
Nantes, Rennes, Angers)**

## **POINT 3**

**Quels enseignements tirer  
de ces multiples instances ?  
Certaines organisations  
sont-elles plus efficaces ?**

**QUEL EST LE DEGRE D'INFORMATION DES  
CITOYENS SUR CES INSTANCES ?**

**LA MULTIPLICITE DE CES INSTANCES  
N'EST-ELLE PAS CONTRE-PRODUCTIVE ?**



# **Les limites pour une mise en œuvre d'un dispositif participatif**

- **Une participation restreinte,**
- **Des espaces de débat non représentatifs sur le plan sociologique,**
- **Difficulté de mobiliser dans la durée,**
- **Besoin d'une clarification des règles du jeu, des objectifs et du fonctionnement des outils,**
- **Question de la formation des acteurs,**
- **L'instrumentation des dispositifs participatifs**

# MOBILISATION DES ACTEURS

Jeunes/séniors

Femmes/hommes

Mais comment associer tous  
les citoyens ?

Personnes à  
mobilité réduite

# **Quid de la participation des personnes à mobilité réduite ?**

## **LES MOYENS MIS A DISPOSITION**

**Rédaction de Chartes de dialogue citoyen qui font référence à une offre de participation accessible à tous,**

**Information accessible à tous sur l'objet de la réunion (avec un contact pour préciser des besoins spécifiques : interprétariat en langue des signes...),**

**Développement de la participation citoyenne en ligne,**

**Relais d'information via la CCA ou la CIA,**

**Accessibilité de la salle de réunion.**



## **POINT 4**

# **L'expérience de la MEL**

## **POINT 5**

**Quelques exemples chez  
nos voisins européens**

# Les enseignements de 11 villes européennes

Recueil de pratiques en faveur des personnes à mobilité réduite – CERTU - 2009

## Comment assurer le dialogue avec les usagers ?

Dans les différentes villes visitées, le degré d'implication des associations et des personnes handicapées est plus ou moins important en fonction des dispositifs mis en place :

- consultation dans les villes de **Suède** et à **Liège** (Belgique)
- concertation à **Gand** (Belgique)
- concertation rendue permanente à **Utrecht** (Pays-Bas)
- co-décision à **Barcelone** (Espagne)

→ En Suède, en Espagne et Belgique, la concertation avec le milieu associatif se fait avec de représentants élus.

# Les enseignements de 11 villes européennes

Recueil de pratiques en faveur des personnes à mobilité réduite – CERTU - 2009

## Par la consultation

En **Suède**, le « comité du handicap » est un des principaux organes de concertation à l'échelle municipale avec 36 membres (élus communaux et représentants élus des associations).

Le comité permet de discuter des projets en cours et de superviser l'avancement des 8 groupes de travail thématiques.

Il se réunit 5 à 6 fois par an.

→ En **Suède**, l'équivalent des C(I)APH avec des représentants élus.

A **Liège**, un dispositif équivalent existe depuis 1981. Cette commission consultative a pour objet d'étudier, de sa propre initiative ou à la demande des autorités, toute question relative à l'amélioration de la qualité de vie des personnes handicapées.

# Les enseignements de 11 villes européennes

Recueil de pratiques en faveur des personnes à mobilité réduite – CERTU - 2009

## Par la concertation

A **Gand**, les associations sont impliquées au travers de la commission communale consultative des personnes handicapées qui regroupe 20 représentants d'associations locales, élus pour 4 ans. Cette commission se positionne comme une force de proposition constructive et réalise sur certains sujets des productions concrètes. Depuis, elle devrait obligatoirement rendre un avis sur tous les projets de la commune.

# Les enseignements de 11 villes européennes

Recueil de pratiques en faveur des personnes à mobilité réduite – CERTU - 2009

## Par la concertation

Au **Pays-Bas à Utrecht**, la ville subventionne un permanent du collectif d'associations SOLGU (fédération de 20 associations de personnes handicapées) afin qu'il puisse servir d'interface entre les différents services et les associations. Son bureau est abrité par les services de la ville et il travaille au quotidien et en permanence avec les techniciens municipaux.

Au-delà de ce permanent, un groupe de coordination pour le développement d'une politique visant à améliorer l'intégration des personnes handicapées a été mis en place.

→ **Favoriser le lien avec les associations**

# Les enseignements de 11 villes européennes

Recueil de pratiques en faveur des personnes à mobilité réduite – CERTU - 2009

## Par la co-décision

A **Barcelone**, l'institut municipal pour les personnes en situation de handicap a été créé pour favoriser l'intégration des personnes handicapées. Il s'agit d'un organisme municipal financé à 100 % par la mairie mais qui reste autonome en termes de décision et d'utilisation de son budget. Il est constitué de 10 représentants de personnes handicapées (élus avec une représentation proportionnelle de tous les handicaps), de conseillers municipaux et de 2 représentants syndicaux.

Au-delà de promouvoir l'accessibilité, l'IMD gère le service de transport adapté et plusieurs résidences.

→ **Les associations ont autant de voix que les élus et peuvent agir sur les priorités et les décisions quant aux services qui leur sont proposés.**

# Les enseignements de 11 villes européennes

Recueil de pratiques en faveur des personnes à mobilité réduite – CERTU - 2009

## Des « consultants » accessibilité en situation de handicap dans les services (Suède, Pays-Bas)

En **Suède**, les conseillers en accessibilité (**accessibility advisers**) jouent un rôle clé dans la mise en accessibilité de la ville. De nombreuses entretiens publiques comme privées ont embauché des consultants pour les aider. De nombreux conseillers sont eux-même en situation de handicap.

- Favoriser l'emploi des personnes handicapées
- Exploiter leur connaissance des handicaps



## ***ORDRE DU JOUR : vendredi 18 novembre 2016***

**9h - 9h15:** restitution des points forts de la séance du jeudi après-midi (Juliette et Isabelle)

**9h15 - 10h15 :** présentations d'expériences de participation :  
Nantes métropole, Angers

**10h15 – 10h30 :** expérience de Rennes en matière de budget participatif

**10h30 – 10h45 :** Pause

**10h45 - 12h15 :** production des livrables

**12h15 - 12h30 :** Conclusion - synthèse pour la restitution en séance plénière

## **POINT 1**

**Restitution des points  
forts de la séance du  
jeudi après-midi**

## **POINT 2**

**Présentations d'expériences  
de participation :  
Nantes métropole et Angers**

## **POINT 3**

# **Expérience de Rennes en matière de budget participatif**

## **POINT 4**

# **Production des livrables**

## **POINT 5**

# **Conclusion - Synthèse pour la restitution en séance plénière**